



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

« Avant » pour saluer quelqu'un on lui tendait la main,
« après » on le tape du poing...

Dans nombre de pays du tiers-monde on manque d'oxygène : moins de 5% des lits d'hôpitaux en ont. Là ce n'est pas du au climat mais au manque de moyens.

Agenda militant



Se fédérer

Un appel, deux appels, vingt appels, quarante appels. Le confinement nous a livré un (gros) lot de textes de ce genre. Au cœur des réflexions : construire les jours d'après, la rupture avec le système capitaliste, une reconquête de la démocratie, les solidarités..

A la fois de fortes ambitions, mais aussi un risque de bonnes intentions sans lendemain. *Cerises la coopérative* n'a pas pour rôle de distribuer bons et mauvais points entre toutes ces contributions. Déclinant des objectifs politiques parfois différents, souvent proches, toutes sont respectables. L'échange que nous avons organisé début juin entre signataires de différents appels met en exergue une évidence à faire fructifier : tout le monde ne dit pas la même chose mais tous et toutes partagent la volonté de sortir du capitalisme, de s'y atteler concrètement. Toutes et tous affirment que le capitalisme n'est pas réformable, qu'il ne s'agit pas de le repeindre en vert, qu'il est illusoire de l'espérer plus social... Ce n'est pas rien. Mais la question du rapport de forces et de la stratégie pour y parvenir, qui ne peut pas se réduire aux perspectives électorales, ne peut être évacuée ... et c'est une source de débats.

Mais la période nous montre aussi qu'il y a une vie en dehors des appels ; les initiatives antiracistes, ô combien politiques, que sont les manifestations contre les violences policières ou celles des collectifs de sans-papiers et des syndicats qui les soutiennent, n'ont pas attendu nos appels. Mais elles participent pleinement à la vie politique de cette région du monde.

Organisations associatives, syndicales, politiques, collectifs, comités, brigades, gilets, ... Comment faire du politique ensemble ? Comment sortir la politique du seul enjeu d'alternances dans la gestion du système en place ? Comment s'appuyer sur les multiples exemples d'auto-organisation, pour que cela devienne le fonctionnement normal de nos vies de citoyennes et citoyens, y compris au travail ? Comment articuler nos luttes contre l'exploitation et contre les dominations ? Comment gérer l'urgence de faire et la construction d'alternatives et sa part de réflexions ? Comment renverser cet « ordre établi » qui crée tous les désordres du monde.

Se fédérer pour l'émancipation, avec divers collectifs militants, *Cerises la coopérative* s'y attèle depuis quelques temps déjà. L'époque est peut-être à élargir le cercle ? ●

Christian Mahieux



Prof agile. Collectionne tes badges d'agilité pédagogique !



L'académie de Montpellier est à la pointe de la valorisation des acquis de l'expérience COVID 19. Les enseignants sont invités à valider leurs nouvelles compétences numériques acquises sur le tas pendant la période de confinement. Avec ton ordinateur à la maison, ta connexion internet perso, t'as exploré, utilisé, partagé, inventé : tu as le choix entre 4 belles

images, des badges orange, mauve, vert, bleu ! Ce n'est pas tout. Une fois que tu as obtenu ton open-badge, tu peux te faire géolocaliser. L'académie prépare une cartographie des détenteurs de badges et de compétences associées. Et tu peux partager sur les réseaux sociaux. Elle n'est pas belle la vie de prof ? Comme les soignants, tu as le droit à une belle médaille. Après le prof-bashing, ça fait du bien, non ? Bon, par contre pour la revalorisation, faudra repasser.

La pandémie aura été l'occasion de multiplier les pratiques numériques, au prix du développement d'inégalités encore plus criantes, au prix d'une surveillance inégalée des élèves mais aussi des enseignants. Blanquer se félicite de ces acquis après avoir vilipendé les profs « décrocheurs » qui n'auraient pas travaillé pendant cette période, et entend poursuivre les pratiques « d'enseignement » à distance. Attention danger : surveillance et mise en concurrence de toutes et tous sont les revers des badges. On est loin, très loin d'une école émancipatrice et du principe d'égalité du service public.

● SYLVIE LARUE

Gaza la résistante



© Photothèque du mouvement social

L'armée israélienne continue tous les vendredis le pilonnage de Gaza. Dans l'indifférence générale de la « communauté internationale... »

Le peuple palestinien, lui non plus, n'a pas échappé à la pandémie. La résistance s'est organisée aussi contre le Covid-19. Avec les moyens du bord et de la solidarité.

Ce vendredi 26 juin 2020, des manifestations populaires ont été organisées partout dans la bande de Gaza contre le plan israélien d'annexer une grande partie de la Cisjordanie. Une mobilisation de masse contre ce plan colonial de Trump-Netanyahu d'annexer toute la vallée du Jourdain. Voire d'éradiquer le peuple palestinien de sa terre. Ces manifestations pacifiques montrent l'attachement des Palestiniens à la justice et au droit international. Une opposition résolue à un plan illégal et d'apartheid.

Israël continue de séquestrer les recettes dues à la Palestine, les arrachages d'oliviers et l'occupation illégale de terres se poursuit avec un appui massif d'une partie de la diaspora sioniste. La situation instable des voisins libanais et du golfe (Yémen, émirats...) renforce l'insécurité et les difficultés économiques dans la région.

C'est dans des conditions sanitaires, économiques et politiques difficiles que le peuple palestinien poursuit sa lutte.

● PATRICK VASSALLO

Mondialisation de l'antiracisme et contradictions au sein du peuple



© Serge D'ignazio

L'assassinat de Georges Floyd a suscité une mobilisation massive qui marque une certaine mondialisation de l'antiracisme, aux mots d'ordre unifiés. Les meurtres, d'autres « bavures » policières, ont renforcé ce caractère universel et sa contestation politique.

Le slogan « Black Lives Mater » n'est devenu ni le signe de ralliement des seules communautés noires, ni celui d'une solidarité « copiée-collée ». Ce mouvement, écho aux Gilets Jaunes en France, s'enracine par le sentiment d'être méprisé par les classes dirigeantes et le rejet d'un système qui produit exclusions, assassinats. Il mobilise la jeunesse.

Le post-colonialisme de l'occident traîne son racisme idéologisé (les « bienfaits de la colonisation »), la compromission des bourgeoisies locales, ses déséquilibres aggravés par la mondialisation du capitalisme que murs et replis nationaux exacerbent.

Migrations et nouvelles générations font mieux accepter son voisin ou collègue « métèque », une mutation des regards favorisée par la « racialisation de la question sociale ». Bien des jeunes des quartiers populaires se sont vus aussi maltraités que les Gilets Jaunes, et que leurs cousins de l'autre côté de l'autre rive. Une partie de la jeunesse tend, elle, vers l'extrême-droite. S'y ajoute une négrophobie dont les USA n'ont pas le monopole. Peur et haine du Noir font un retour en force et se cumulent en France aux séquelles idéologiques de la guerre d'Algérie. Partout le cancer du racisme attise des divisions au sein des peuples, tant au plan territorial que dans le monde du travail.

L'affaiblissement des droits sociaux (selon l'OIT et le BIT) exacerbe des tensions racistes et « sanctuarise » des inégalités selon la couleur de la peau ou l'origine nationale. Cette mondialisation met en exergue le racisme, moins comme moteur d'une systémique d'organisation, que comme élément de fonctionnement et « d'autorité ». La Police n'a pas pour objectif de faire des bavures, mais les bavures font partie des risques assumés du maintien du désordre.

Le déni du systémisme raciste ne fait qu'accroître la révolte et un certain universalisme de la revendication du Respect et de l'Égalité.

2/3 des émeutes sur la planète ont pour cause une exaction raciste. Ancré dans les désordres du monde, entre marchandisation « sauvage », mises en concurrence et relégations voici un terreau durable. Un levier pour que le respect et la reconnaissance de chaque être humain soient aussi la redistribution pour tous et toutes.

● PATRICK VASSALLO

Dialoguons, suite

De nombreux textes à caractère unitaire cherchent à animer une démarche politique et des propositions de mesures qui permettraient de « sortir de la crise actuelle », voire de dépasser le capitalisme. La plupart propose des mesures qu'on ne peut que partager, mais alors on peut se demander pourquoi tant de mouvements populaires n'ont pu les obtenir. Tous ces textes ou presque, partent de l'idée que ce système est néfaste aussi bien sur le plan social, démocratique qu'écologique. Mais qu'est-ce qui pousse ce système à être de plus en plus néfaste et à refuser toute écoute ? Ne faut-il pas envisager qu'il a atteint une obsolescence irréversible ? Les réalités contemporaines sociales, culturelles, technologiques nécessaires à ce qu'appelle la production de biens et de services restent-elles compatibles avec une reproduction du capital à un niveau suffisamment rentable pour ses détenteurs ? Si le capitalisme a correspondu (en le faisant chèrement payer aux humains et à la nature) à un stade de développement historique, à savoir aux réalités de la Révolution industrielle en est-il encore ainsi aujourd'hui ? Ses tentatives d'adaptation ne pouvant se faire à chaque fois davantage qu'au détriment du vivant tout espoir de compromis tel que nous en avons connu dans le passé n'est-il pas illusoire ? Comment alors mettre à portée de lutte des objectifs qui se situent hors du champ de l'horizon d'une société gérée par le capitalisme sans être « hors -sol » ? Qu'est-ce que cela changerait quant au rapport de forces ?

Rendez-vous avec vous



Samedi 13 juin nous avons rendez-vous quelques membres du comité de rédaction de *Cerises* (Benoit Borrits, Catherine Bottin-Destom, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Henri Mermé, André Pacco, Daniel Rome et Pierre Zarka) et nos invités.es que nous présentons brièvement :

Ludivine Bantigny est historienne. Elle se passionne pour l'histoire des mouvements sociaux, des engagements politiques, des résistances à l'air du temps, des révoltes et des révolutions. Elle a écrit plusieurs ouvrages sur ces sujets, notamment 1968 de grands soirs en petits matins (Seuil, 2018, rééd. 2020), Révolution (Anamosa, 2019), «La plus belle avenue du monde». Une histoire sociale et politique des Champs-Élysées (La Découverte, 2020). Elle est engagée dans différents collectifs pour une société émancipée du capital, de la course au

profit et de la concurrence effrénée, et croit en la nécessité de «se fédérer».

Annick Coupé fonctionnaire de la Poste de 1978 à 2014. Elle a commencé son parcours militant à Caen au début des années 70 en s'engageant dans un groupe maoïste, le PCR-ml (avec lequel elle a rompu en 1978) et en se syndiquant à la CFDT en 1972, dès son entrée dans la vie professionnelle comme caissière en hypermarché. Cet engagement syndical est allé de pair avec un engagement féministe, notamment dans un groupe femmes d'entreprise et en animant les journées intersyndicales femmes. Exclue de la CFDT fin 1988 avec plusieurs centaines de militants.es pour cause de soutien aux luttes et aux coordinations, et en désaccord avec les orientations de « recentrage » de la CFDT, elle a contribué à la fondation de la Fédération Sud PTT en 1989

et elle a été la secrétaire générale jusqu'en 1999. Impliquée dans la construction de l'Union syndicale Solidaires, elle en a été la porte-parole de 2002 à 2014. Dans le cadre de ces responsabilités au sein d'un syndicalisme de transformation sociale, elle a été impliquée dans les cadres unitaires, qu'ils soient intersyndicaux ou sur des combats plus larges, mais aussi dans la solidarité internationale et le mouvement altermondialiste. Retraitée depuis 2015, elle a fait le choix depuis de s'impliquer dans l'association ATTAC dont elle est actuellement secrétaire générale.

Pierre Dardot a milité à la LCR et à l'OCI au cours de ses années d'études avant de rompre avec le trotskysme. Il a initié le groupe de recherches Question Marx à partir de 2004. Il a participé au séminaire Du public au commun avec Toni Negri de 2010 à 2012. Il co anime depuis 2019 le séminaire du Groupe d'Etudes sur le Néolibéralisme et les Alternatives (GENA) qui s'est constitué après l'élection de Bolsonaro au Brésil. Il a co-écrit avec Christian Laval six ouvrages entre 2007 et 2020, dont La Nouvelle Raison du Monde (2009) et Commun (2014). Le dernier Domine - Enquête sur la souveraineté de l'Etat en Occident paraîtra à La Découverte en août 2020.

Jean Laffont est né à Aubervilliers au lendemain de la Libération de Paris, il a consacré toute sa carrière dans la fonction publique. Mai 1968 l'a conduit à entrer au PSU, qu'il a quitté rapidement, en désaccord avec son évolution, pour rejoindre des mouvements plus radicaux, où il s'est

formé au marxisme. Se sentant peu à peu à contretemps de la période, il s'est alors investi dans son métier de haut fonctionnaire à l'Equipement puis à l'Environnement. Son entrée à l'Environnement l'a rapproché à nouveau de la politique – à travers l'aménagement du territoire, les grands projets utiles ou inutiles avec la création de la Commission nationale du débat public, marquant son adhésion chez les Verts, puis à EELV, pendant presque 20 ans. Mais ce n'était pas encore ça. Déçu à nouveau par sa ligne d'écologie d'accompagnement, il a quitté EELV pour participer à la fondation de PEPS. Un itinéraire politique qui reflète sans doute les incertitudes des voies actuelles de l'émancipation.

Gérard Mordillat est né dans le quartier de Belleville. Il est écrivain et cinéaste. Il a publié une trentaine de livres (romans, essais, poésie) et a réalisé autant de films, tant fiction que documentaires. Avec Jérôme Prieur, il est l'auteur des séries Corpus christi (I, II et III), et de Jésus et l'islam ; avec Bertrand Rothé de la série Travail, Salaire, Profit. Sur le plan littéraire on retiendra Vive la Sociale ! Les Vivants et les morts, Ces femmes-là, Quartiers de noblesse.

Nous avons dans le précédent n° de *Cerises* évoqué la profusion des appels en cette période de fin de confinement et de crise sanitaire et sociale, et, avons, dans un premier débat entre quelques-uns des signataires de ces appels, tenté de les faire se rencontrer et dialoguer ensemble. N'y a-t-il que des divergences ? Y'a-t-il une

matrice commune et quelle est-elle ? Ou bien chacun est-il dans son couloir » (L. Bantigny)

Un premier constat, optimiste peut être, c'est que ces signataires dialoguent facilement entre eux et manifestent même un réel intérêt à ces échanges, intérêt de se confronter aux contradictions qui divisent, ce qui fait l'objet de discussions même si pratiquement rien n'est dit de possibles rassemblements mais nous n'avons pas posé la question !

A suivre ce débat, à entendre ces différents appelants.es et à relire leurs interventions on peut mesurer que le grand nombre d'appels signifient un grand nombre de questions ! Et que les divergences ne sont, probablement pas, insurmontables ; d'ailleurs toutes et tous savent qu'il faudra bien les surmonter pour agir ensemble... C'est tout l'objectif de ces débats organisés par *Cerises*.

A priori ce qui pourrait rassembler tous ceux qui étaient présents : ils-elles sont plutôt anticapitalistes et artisans d'une transformation de l'État, et du système représentatif. Tous se réfèrent à l'écologie, la différence résidant dans la place qui lui est faite : centrale ou moins, tous, enfin, pensent en termes d'urgence et de nécessité de dépasser les discours. Pour y parvenir réside une différence stratégique importante : s'emparer de l'État ou le laisser de côté ?

● RÉALISÉE PAR BÉNÉDICTE GOUSSAULT ET DANIEL ROME

Nous sommes tous anticapitalistes !

Toutes les interventions témoignent d'un positionnement anticapitaliste conséquent s'écartant des impasses de son amendement. La diversité des engagements nomme ces diverses impasses, met au pot commun leur évitement. Au pot commun de l'anticapitalisme, analyses, expériences réflexions à poursuivre, et des mots pour le dire ...

Pour Pierre Zarka, un anticapitalisme d'aujourd'hui. Nombre de luttes dit-il, échouent, faute de percevoir que les actionnaires sont confrontés au rythme inouï du renouvellement des connaissances. Rythme qui invalide à la même vitesse leurs investissements matériels et qui impliquent des qualifications de haut niveau sans cesse renouvelées des personnels. Se

heurte aujourd'hui au développement des forces productives le capital est dans l'impossibilité absolue de céder à quelque revendication structurelle que ce soit. [...] Nombre de luttes et de tentatives politiques échouent qui considèrent que le capitalisme peut inclure des aménagements comme s'il était le même qu'à l'époque de la révolution industrielle. Or de la même manière qu'un temps historique a montré l'inaptitude de l'esclavagisme ou de l'ordre féodal à coïncider avec le développement des forces productives, le capitalisme en est aujourd'hui devenu incapable. De ce fait, la moindre revendication structurelle implique qu'on s'en débarrasse ».

Pierre Dardot pense aussi qu'on a changé d'époque : « Nous sommes dans une situation où il n'y a plus de conquête possible sous la forme d'un aménagement des conditions qui existent dans le cadre du capitalisme, de telle sorte que l'on pourrait ainsi espérer arracher une réforme substantielle, qui certes ne ferait pas boule de neige (personne ne partage, semble-t-il, cette illusion aujourd'hui), mais rendrait les conditions peut-être moins pénibles. Je

crois que c'est effectivement une vue de l'esprit, que c'est derrière nous, que cela fait partie de ce qui était possible encore à une certaine époque, mais je ne pense pas que ce soit réaliste aujourd'hui ».

Annick Coupé, réouvrir de l'imaginaire : « Cela fait 50 ans que je suis anticapitaliste, je me dis anticapitaliste et je le suis. Donc pour moi l'enjeu n'est pas celui-là. J'ai été syndicaliste et dans le syndicalisme que j'ai fait avec mes camarades, on a toujours essayé de penser revendications immédiates et transformation sociale. [...] Par contre, se confronter aux contradictions telles qu'elles sont posées en ce moment, c'est à cela qu'il faut essayer de répondre si on veut réouvrir de l'imaginaire de transformation anticapitaliste porté par le plus grand nombre ». Pour Annick Coupé, le capitalisme d'aujourd'hui, est notamment celui des logiques d'ubérisation aussi souhaite-t-elle que les avis se confrontent quant à la notion « d'obsolescence du capitalisme ».

Ni réformable ni ripoliné en vert pour Jean Laffont qui considère qu'« il y a encore cette idée fortement ancrée d'essayer de faire des petites réformes



© Serge D'Ignazio

petit à petit et que l'on va changer la réalité. Pour moi ce n'est pas possible : on a un État [...] émanation du capital financier et qui ne changera pas de nature, même si on arrive au pouvoir à la majorité électorale ». **Quant au capitalisme vert ce n'est pas une solution à la sortie de la crise systémique actuelle dit-il, ajoutant :** « Ce qui m'oppose fondamentalement à Jadot c'est le fait qu'il ne défende pas une écologie sociale. Par ailleurs, on le voit dans ses discours, il préconise le travail à l'intérieur des institutions actuelles, sans les critiquer ».

Un anticapitalisme débarrassé de ses frilosités pour Ludivine Bantigny : « faute de définir force politique, degré de lutte, et question du pouvoir, les plans d'urgence certes utiles à réfléchir resteront lettre morte ». Elle ajoute « Il y a des appels qui posent d'emblée la question du capitalisme et du fait que l'on ne peut plus imaginer un capitalisme qui serait

réformable, qu'on pourrait rendre plus social, plus vert etc. Il faut dit-elle « assumer, populariser, diffuser, médiatiser, ne plus avoir peur de s'affronter au capitalisme jusque dans sa sémantique » relevant les décennies du mot Capital, banni remplacé par « logique néolibérale », où l'on était antilibéraux ou anti néolibéraux. Une période révolue, au vu, c'est réjouissant, de ce que produisent les nouvelles générations qui entrent en politique.

Gérard Mordillat abonde dans ce sens lorsqu'il affirme : « Nous sommes réellement dans le principe même de la lutte des classes, voire dans la guerre des classes, comme l'ont révélé aussi bien les manifestations contre les modifications du droit du travail et contre la soi-disant réforme des retraites, que l'ensemble des protestations des Gilets jaunes et tout ce que l'on voit naître depuis quelques jours contre le racisme et la xénophobie ».

Un anticapitalisme débarrassé de ses frilosités

Pour sa part **Sylvie Larue évoque l'anticapitalisme qui s'autocensure et celui qui se consomme à la béquée.** « À l'encontre des militant.e.s de l'écologie qui l'ont inscrite tôt dans le paysage politique, beaucoup de militant.e.s convaincu.e.s qu'il faut dépasser le système capitaliste, s'autocensurent quant à l'exprimer publiquement. L'objectif leur semble hors de portée, comment dépasser cet obstacle ? Sylvie Larue évoque aussi la

collègue, très écolo partageant l'analyse du système capitaliste origine de nos problèmes, qui néanmoins continue de penser qu'il faut agir à notre niveau, achats, pratiques etc. à l'argument que cela ne résoudra pas le problème des grandes pollutions industrielles, le sentiment du hors de portée l'emporte au profit d'actions, d'objectifs plus palpables ».

Anticapitalisme, pluralité, concordance, **Henri Mermé** aura ce propos « Est-ce que vous écoutez la convergence totale, à des poils près, de ce que nous sommes en train de nous dire ? À savoir : que le système actuel n'est pas amendable, qu'il faut effectivement une révolution, que nous n'avons pas confiance en l'État. Ce qui reste à discuter entre nous, c'est comment on fait ». Et pour avancer dans une pers-



© Serge D'Ignazio

pective post-capitaliste il faut aussi **nommer les acteur/trices du changement**, celles et ceux qui en seraient bénéficiaires et qui sans leur implication n'aura pas lieu.

Ok d'accord, mais l'argent ? Dans son intervention **Benoît Borrits plaide pour un anticapitalisme qui repense les concepts de travail, de salaire et d'emploi.** Explications : pour les anticapitalistes, penser la société post-capitaliste, exige de poser la question de l'emploi très différemment, il faut être

entendu des chômeurs et ceux menacés de l'être. Dans le monde capitaliste, le salaire est la contrepartie du travail qui est donné par des donneurs d'ordre. Invertissons la proposition, affirmons que le salaire est d'abord un dû. La question posée devient alors celle de la contrepartie. La contrepartie est, bien entendu, du travail. Cela suppose que si nous nous engageons, par exemple pour l'écologie, dans un schéma de décroissance du PIB, des productions devront être arrêtées. Il y aura alors fatalement du temps de travail en moins. ●



© Serge D'Ignazio

Que faire de l'État ?

La question de l'État et des institutions a été largement abordée. Pour **Pierre Zarka** l'efficacité passe désormais par des rapports qui malmènent la dichotomie conception-exécution. Cela dépasse largement le cadre du travail. Toute la société en est imprégnée ce qui stimule des aspirations à une vraie démocratie.

Jean Laffont évoque la nature de l'État et comment se comporter par rapport à l'État. « On a vécu très longtemps dans le cadre de cette fameuse démocratie

représentative qui était censée permettre un compromis social entre les différentes parties de la bourgeoisie et les couches laborieuses. On a connu dans le passé la possibilité d'un compromis mais cette période est révolue. Aujourd'hui tout le système d'institutions est complètement intégré dans le fonctionnement de l'État, parce que tout descend d'en haut. C'est effectivement une structure qui ne marche plus. Donc l'État capitaliste tel qu'il est aujourd'hui, il n'est pas question de le prendre, il faut le remplacer et on ne peut évidem-

ment pas le faire simplement par des votes au parlement. Il me semble que dans toutes les organisations qui se réclament de la gauche et de l'écologie, il y a encore trop cette idée fortement ancrée qu'il faut adresser des réformes au gouvernement, essayer de faire des petites réformes petit à petit et que l'on va changer la réalité ». Pour lui ce n'est pas possible : « on a un État de A jusqu'à Z qui est l'émanation du capital financier et qui ne changera pas de nature, même si on arrive au pouvoir à la majorité électorale ».

Catherine Destom Bottin évoque les nations qui furent esclavagistes et qui « ont installé ces noms de rue, ces statues et construisent ainsi de l'adhésion à la domination de masse. Ça n'est pas rien que l'État français résiste jusqu'à présent aux batailles guadeloupéennes pour débarrasser le cimetière de Pointe-à-Pitre des ossements de Richepanse qui fut le vainqueur sanguinaire de la réinstallation de l'esclavage après la première abolition de 1794. C'est l'État historiquement qui met en place et en forme le mode de domination esclavagiste. Et par là-même est garant de sa pérennité et c'est l'État français contemporain qui n'a jamais organisé de réforme agraire sur ces terres qui comptent entre 300 et 400 ans de travail gratuit. Enfin, c'est l'État français contemporain qui organise depuis le milieu des années 70 à coups de décrets

préfectoraux l'utilisation du chlordécone en Guadeloupe et Martinique. »

Gérard Mordillat évoque Alain Juppé qui « défendait l'idée d'un État fort. Or ce qui était stupéfiant, c'est que l'État n'était pas pour lui le défenseur par excellence de la liberté, ce qui devait assurer plus ou moins une égalité entre les citoyens.nes, mais l'instrument qui devait réguler le marché. Parce que, bien sûr, on dit que le marché fait tout naturellement, mais tout le monde sait que le marché ne peut pas fonctionner sans un régulateur. C'est la théorie allemande de l'ordo libéralisme. Or, c'est cela aussi qu'ils ont dans la tête et il ne faut jamais perdre de vue ce que disait Hayek, qui est le penseur fondamental de cette idéologie : « Je préférerais toujours une dictature qui soutient le marché contre une démocratie qui le récuse ». On est dans cela, c'est ce qu'elles et eux ont en tête, et cette dictature des marchés est présente quotidiennement.

parler de souveraineté "populaire" plutôt que de souveraineté "du peuple"

Pierre Zarka précise qu'à ses yeux le problème n'est « pas seulement l'État mais le système représentatif qui est un système où, certains.es se considèrent autorisés pour une longue période de penser, de parler et de faire à la place du peuple. C'est l'héritage de la révolution française, c'est Sieyès : « en politique, le peuple n'a pas d'existence par lui-même,

il ne peut penser et parler que par ses représentants ». Et ce qui a été dit sur les partis, ou ce qui pourrait être dit sur les organisations syndicales, découle du même problème. À chaque fois qu'une structure s'autonomise par rapport aux intéressés.es, elle est complètement grippée, elle a perdu toute efficacité. Donc le problème est de concevoir une conception de la politique qui se dégage de toute notion de système représentatif ».

Pierre Dardot prolonge : « Je préfère parler de souveraineté "populaire" plutôt que de souveraineté "du peuple", Pierre Dardot s'explique : l'invocation constitutionnelle de la souveraineté du peuple « est en général quelque chose qui vient justement légitimer les représentants de l'État, parce qu'ils et elles peuvent se prévaloir du fait d'avoir été élus.es par une majorité et légitimés ainsi, et c'est cela le principe de la souveraineté du peuple, de pouvoir mener telle ou telle politique, imposer telle ou telle mesure à la population ». Donc il faut faire attention parce que souveraineté du peuple et souveraineté de l'État, souveraineté des représentants du peuple et souveraineté des représentants de l'État, ne sont pas deux principes contradictoires. Ce sont deux principes qui sont assez complémentaires. En revanche, quand on parle de souveraineté populaire, de mon point de vue à moi, on doit entendre quelque chose de tout à fait différent, qui échappe



© Serge D'Ignazio

totale à la logique qui est celle du système représentatif pour reprendre les mots de Pierre Zarka. Parce que cela signifie que là on refuse de consacrer la façon dont certains.es (une minorité) se prévalent d'une position de supériorité pour parler et agir au nom des autres qui les ont élus.es, ce qui est précisément le côté pervers du principe représentatif, en lui-même.

Ludivine Bantigny souligne qu'il y a sur cette question un « clivage »

entre forces alternatives. Il est « lié aux élections, le rapport à l'État dans la perspective de la prise de pouvoir ce qui pose la question des modalités. Je voulais juste, à ce sujet, rendre compte de discussions que je trouve vraiment très virulentes avec certaines et certains membres de La France insoumise. Quand on a lancé Se Fédérer, un petit groupe d'entre eux m'a interpellé assez violemment sur un réseau social en disant que la fédération existe déjà, c'est La France insoumise ; le programme existe déjà, c'est L'Avenir en commun et que donc tout ce que l'on pourra faire qui soit différent sera une division. Alors que l'on conçoit exactement la chose de manière inverse : il existe bien sûr des projets, des organisations, des collectifs, des syndicats, des associations etc. dont La France insoumise peut faire partie, mais il ne s'agit pas d'en faire le fétiche absolu.

Annick Coupé : « Sur les questions de la représentativité, de délégation de pouvoir, on voit bien que c'est une question qui nous taraude tous, qui taraude les mouvements sociaux, les organisations politiques aussi (...). On peut effectivement faire le constat que les organisations classiques et notamment du mouvement syndical (c'est ce que je connais le plus) sont percutées par cela ; et en même temps, dans tout ce qu'il s'est passé depuis au moins une dizaine d'années sur la question des assemblées, dans les mouvements dans un certain nombre de pays dont la France, Nuits



© Serge D'Ignazio

debout, les Gilets jaunes etc. on voit bien que l'on n'a pas trouvé les clefs pour dénouer cette question-là (...). Attention, les formes assemblées ne sont pas dénuées de phénomènes de domination : le sexisme, par exemple, qui est dans les organisations mais que l'on peut constater aussi dans les espaces qu'on pourrait appeler « assembléistes », ou la question des personnes racisées etc. On voit bien que cette question des dominations multiples entre en confrontation aussi avec les grilles de lecture classiques de la gauche ». Le chantier reste à ouvrir.

Henri Mermé : « Ce qui reste à discuter entre nous, c'est comment on fait aujourd'hui (...) c'est une large majorité de celles et ceux qui ont intérêt au changement qui peut en être acteurs

et actrices. Mais ce n'est pas suffisant, c'est là que je sors mon mot fétiche : autogestion ». **Ludivine Bantigny**. « au-delà se pose un vrai débat politique parce que la question qui va se poser est celle de notre participation aux élections et, si oui, sous quelle forme... ? »

Pierre Dardot pense que « le « dépérissement » de l'État évoqué par Marx était un mot qui était assez piégeant compte tenu de la culture politique qui était celle de l'époque. Engels, dans un texte qu'il écrit en 1870 contre Bakounine et les anarchistes, faisant référence à ce que dit Saint-Simon. En fait, les choses sont un peu plus compliquées : la notion de dépérissement pourrait donner à entendre qu'il y a un processus d'extinction naturelle de l'État à partir du moment où

on change la base économique. Je serais très réticent à reprendre ce mot-là à mon compte ». Au fond, ce débat ouvre la question de comment agir pour que s'impose « la souveraineté populaire évoquée et appelée à un engager une réflexion sur le municipalisme, ou communalisme évoqué brièvement par quelques participants comme **Jean LaFont** : « Bookchin considère que les rapports des sociétés avec la nature sont un peu la projection sur la nature des relations sociales à l'intérieur des structures et des sociétés humaines. Le fait de travailler localement aussi à l'échelle de bios territoires est une façon de répondre aux enjeux sociaux comme aux enjeux de préservation des écosystèmes. » L'écosystème politique (Bookchin) peut-il être une piste pour nos prochains débats ? ●

Travail libéré et capitalisme

Le travail a profondément évolué à partir du milieu du XXe siècle. Alors qu'il était auparavant un travail d'exécution, désormais « l'extension des aspects intellectuels du travail induit la nécessité d'interpréter, de choisir, donc de prendre des initiatives et des responsabilités. Le capital est confronté à un rythme de renouvellement des connaissances qui rend très vite obsolètes les machines dans lesquelles il investit et coûte plus cher aux yeux des actionnaires que ce qu'il fallait investir il y a 40 » ans (Pierre Zarka). Cette évolution n'est-elle pas constitutive d'une aspiration à une vraie démocratie ? On peut penser que, pour l'instant, le capital sait faire face en instaurant « un fonctionnement en équipe qui mobilise la subjectivité, mais d'une manière assez perverse » dans laquelle se mettrait en place « une sorte d'autodiscipline collective, et que, le cas échéant, [la personne] soit pointée du doigt si elle ne remplit pas les objectifs qu'elle s'est elle-même librement assignée » (Pierre Dardot).

Ceci montre que l'appel à l'autonomie se conjugue d'une manière assez directe avec la réduction du.de la salariée à un capital valorisé constamment. Mais à l'inverse, est-ce que les logiques d'ubérisation et de tout ce qui dépend de normes chiffrées ne contredirait pas cet appel à l'autonomie ? « La gestion des hôpitaux depuis des années a été soumise à des normes comptables très tatillonnes, et

pendant la crise du covid, on a vu que c'est en s'affranchissant de ces normes que les soignant.e.s ont réussi finalement à faire face » (Annick Coupé). La mise en concurrence généralisée des individus est un autre aspect de l'ubérisation, ce qui n'est pas sans contredire cette notion détestable de capital humain. En remettant en question cette autonomie, le capitalisme est donc difficilement capable d'y répondre pleinement, ce qui confirme la nécessité de son dépassement pour avancer vers la libération du travail.

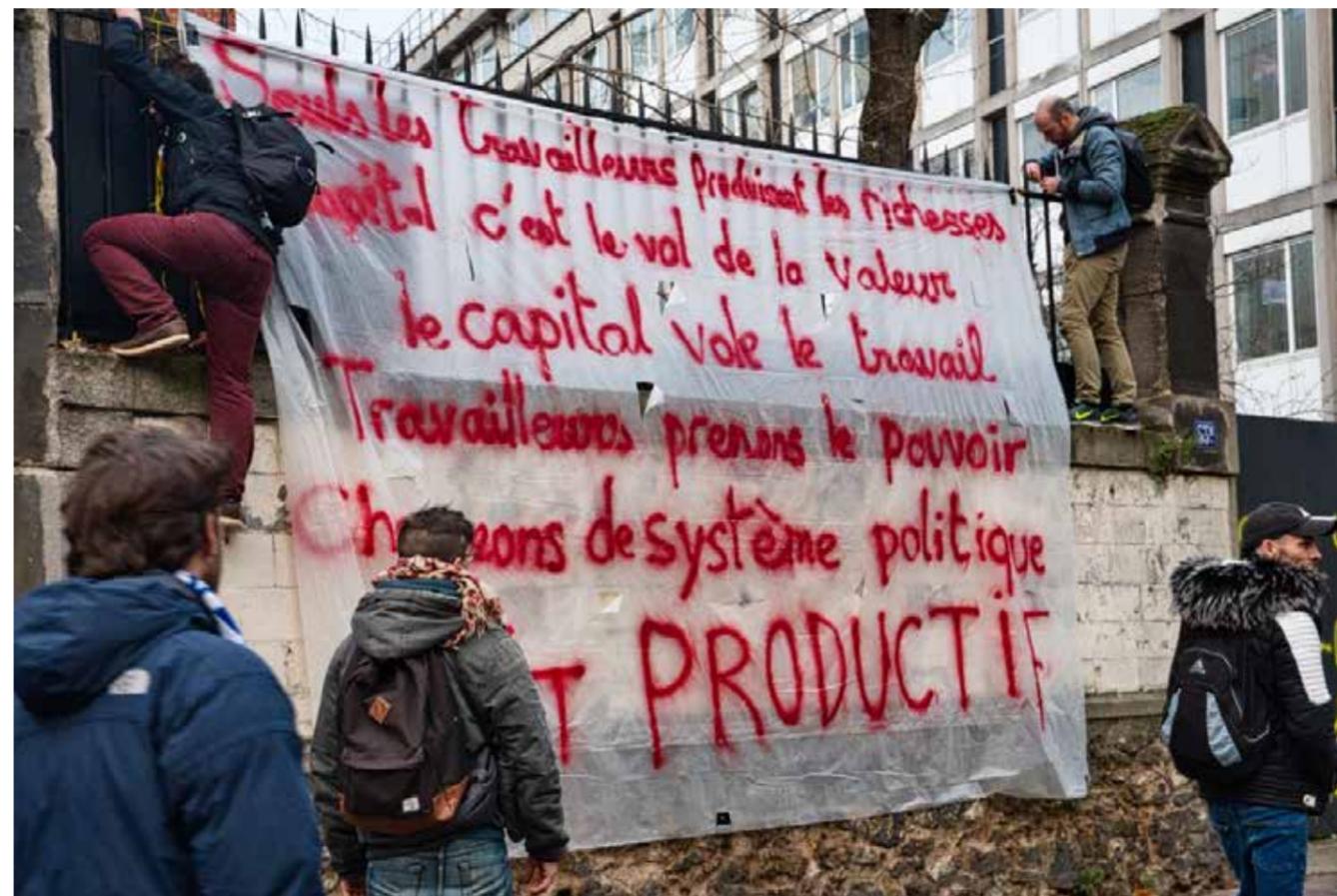
La question des salaires et du partage de la valeur ajoutée entre travail et capital est un autre angle d'approche. À titre d'exemple, les deux mesures 9 (augmentation généralisée des salaires de 200 euros avec un minimum de 1700 euros net) et 11 (réduction de la durée du temps de travail de 35 à 32h) du Plan de sortie de crise signé par 20 organisations syndicales et associatives induisent une augmentation de plus de 20 % des salaires, ce qui dépasse les profits des sociétés de capitaux et pose la question de la transformation de ces entreprises en unités de production autogérées. Mais il est clair qu'aujourd'hui la faillite des sociétés de capitaux fait peur parce que l'emploi est au centre, notamment lorsque l'on parle de la reconversion écologique de l'économie.

Dans ses alternatives, la gauche et l'écologie politique ne seraient-elles pas sur

ceci nous demande de renverser totalement l'approche que nous avons du salaire

le terrain de la défensive sur la question de l'emploi en voulant à tout prix créer des emplois (cf. la brochure *Un million d'emplois pour le climat*). « Si la transition écologique c'était du temps de travail en moins, ce serait génial ! Vous avez envie de bosser, vous ? Moi, pas forcément » (Benoît Borrits). Ne doit-on pas, s'inspirer du Droit à la paresse de Paul Lafargue : « à partir du moment où la mécanisation libère les individus des tâches asservissantes qui sont les leurs, que fait-on du temps qui leur est rendu ? Sa réponse était une réponse humaniste sur le savoir, la culture, les études, la recherche etc. » ? (Gérard Mordillat).

Dès lors, ceci nous demande de renverser totalement l'approche que nous avons du salaire. Plutôt que de poser le salaire comme une contrepartie du travail commandé par des donneurs d'ordre,



© Photothèque du mouvement social

ne doit-on pas poser le salaire comme un dû, et une fois ceci acté, poser la question de la contrepartie, cette contrepartie étant forcément une participation au travail nécessaire pour réaliser la production ? Dans le contexte où tout le monde n'a pas un emploi, ceci suppose d'activer simultanément la réduction du temps de travail (RTT) et une déconnexion du salaire avec la valeur ajoutée produite de façon à ce que toutes et tous aient la certitude de recevoir une rémunération correcte. « Pour Bernard Friot, au contraire, il faut penser un travail libéré, émancipé. Mais tout, dans une société que lui dirait communiste, pourrait devenir travail. Peut-être est-ce un désaccord essentiellement sémantique sur la définition même du travail, mais je pense que cela débouche sur une divergence qu'il s'agit de prendre à bras-le-corps » (Ludivine Bantigny). Cela suppose en effet que le travail soit devenu tellement désirable qu'il ne serait plus nécessaire

de parler de contrepartie. En sommes-nous là aujourd'hui ? Et si tel n'est pas le cas, la RTT est alors le moyen de répartir correctement le travail.

Ne doit-on pas comme Gérard Mordillat et Bertrand Rothé l'avaient fait dans la série *Travail, salaire, profit*, opérer un distinguo clair « entre la notion de "travail" qui porte en elle une part de création, d'initiative individuelle, de satisfaction de faire quelque chose, et "l'emploi" qui est la répétition d'un protocole imposé » (Gérard Mordillat). ? Dans un tel cas, la RTT porterait alors sur la notion stricte de l'emploi auquel on doit répondre comme contrepartie du salaire.

Dès lors deux questions peuvent se poser. « Réduire le temps de travail ne doit pas nous faire renoncer à émanciper le travail lui-même » (Sylvie Larue). Ceci passe d'office par l'organisation du travail par les intéressés eux-mêmes,

ce qui répond à nos interrogations sur l'impossibilité du capital de répondre à l'aspiration à l'autonomie mais aussi par l'intégration « dans le temps de travail lui-même de nouvelles activités, sportives, culturelles, politiques, associatives, et pourquoi pas les activités des aidants familiaux » (Sylvie Larue). La seconde question porte sur les activités qui ne sont pas comptabilisées en temps de travail et qui pourtant participent autant à l'épanouissement personnel qu'à la production proprement dite : « un professeur de lettres qui va un dimanche après-midi au théâtre, il se détend ou il travaille ? » (Pierre Zarka). Si le travail contraint – et avec lui, la notion d'emploi – n'est pas appelé à disparaître du jour au lendemain, il n'en reste pas moins vrai que le travail libéré émerge réellement dans notre société et justifie que le salaire ne soit que très partiellement le reflet de la valeur ajoutée produite afin de s'émanciper des strictes relations marchandes. ●



© Serge D'Ignazio

Rapports de force

A partir du moment où le consensus s'établit sur l'idée que nous n'obtiendrons rien sans la remise en cause du système capitaliste, sans même de sortie du système capitaliste, est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de désespérant dans la conscience que le rapport de force à construire est immense et hors de notre portée?

Pour **Annick Coupé**, pas de raccourci possible, « il est important de se dire qu'il n'y aura pas d'alternative (dans le cadre du capitalisme), même si on en aurait besoin compte tenu de la gravité de la situation, de la crise, de ceux qui sont à l'offensive en face de nous, de la stratégie du choc qu'ils sont en train de mettre en œuvre pour ne rien changer, et même aggraver les choses ».

Selon **Gérard Mordillat** « l'affrontement est inéluctable (...). Il faut être tout simplement prêt à se battre et peut-être même à s'affronter physiquement dans les rues, parce que cela va se jouer ainsi, et pas à coup de déclarations, ou de manifestes.(...) Nous sommes réellement dans le principe même de la lutte des classes, voire dans la guerre des classes, comme l'ont révélé aussi bien les manifestations contre les modifications du droit du travail et contre la soi-disant réforme des retraites, que l'ensemble des protestations des Gilets jaunes et tout ce que l'on voit naître depuis quelques jours contre le racisme et la xénophobie. Tout cela participe d'un même mouvement, qui doit être le plus puissant possible pour, par la force, imposer une transformation ».

Guerre des classes mais aussi affrontement avec l'État. **Jean Laffont** précise qu'il faut « dénoncer les institutions du capitalisme et notamment celles de l'État de haut en bas, pour montrer leur véritable nature ». Pour **Pierre Dardot** il y a « un affrontement avec l'État » qui est « inévitable » et pour **Catherine Destom-Bottin**, « nous contribuons à changer le rapport de force en construisant davantage d'outils utiles aux luttes pour changer l'état. Sans un état profondément modifié il n'y a pas de progrès démocratique, il n'y a pas de progrès des égalités, il n'y a pas d'installation pérenne de la casse des dominations ».

Pour inverser le rapport de force, être dans la résistance ne suffit plus.

Pour **Pierre Zarka** « quand on dit non, on est sur la défensive, dès le départ. C'est l'autre qui prend l'initiative. On l'a vu par exemple sur la réforme des retraites. C'est un peu le tour des autres de devoir dire non, ce qui supposerait que le mouvement populaire se gagne, se construise progressivement autour de propositions alternatives.

Cela modifie le rapport de force : quand on dit non, on se sent menacé et vulnérable ; quand on est porteur d'initiatives et de propositions, on se sent fort et on pense qu'on a entre les mains les clefs du devenir de la société. Or, il y a une majorité de gens qui disent que le capitalisme c'est dégueulasse mais qu'il est plus fort. C'est à ce « mais il est plus fort » qu'il faut s'attaquer, de manière très concrète, à travers des

questions précises. Le programme du CNR, c'est quoi ? Ce sont des femmes et des hommes qui se substituent à la trahison de l'État, à la faillite de l'armée, et qui se considèrent aptes à penser la société. C'est un sacré signe de force dans le rapport de force et cela modifie beaucoup de choses ».

Mais quel chemin construire entre immédiateté et visée ? Car pour **Annick Coupé** si « la question de l'articulation des résistances et des alternatives est décisive (...) il faut se confronter aux contradictions telles qu'elles sont posées dans l'instant présent, c'est à cela qu'il faut essayer de répondre si on veut ré-ouvrir de l'imaginaire de transformation anticapitaliste porté par le plus grand nombre. C'est aussi de nature à surmonter les hésitations, les peurs, les inquiétudes et le fait de se dire que l'on ne va pas y arriver ».

Jean Lafont propose d'élargir « le champ des personnes qui participent aux mouvements, en renforçant l'auto-émancipation des mouvements. Élargir le champ c'est par exemple sur les soins, faire le lien entre les soins et la bonne santé, ce qui n'est pas tout à fait la même chose ».

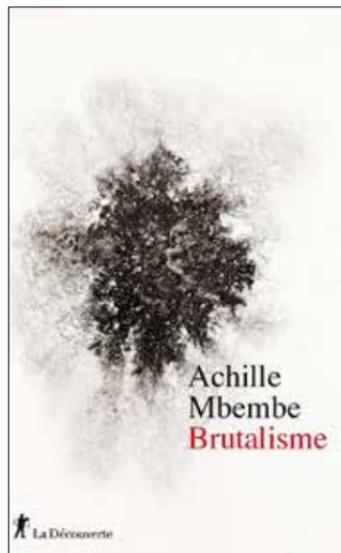
Des pratiques militantes d'auto-organisation contribuent à dépasser la simple position de refus. Selon **Sylvie Larue**, « on sort d'une simple position de réclamation vis à vis des pouvoirs, on s'inscrit dans le faire, mais avec cette difficulté de s'enfermer sur des pratiques locales, sans penser les changements plus globaux ». Pour **Pierre Dardot** « les expé-

« Être sur l'alternative, paradoxalement, élargit le terrain et les rencontres possibles. »

rimentations ont une puissance de figuration, ici et maintenant, de ce que peut être une société libérée de ce que l'on connaît ».

Peut-on faire construire un rapport de force suffisant dans un seul pays pour changer la société? Selon **Pierre Zarka** qui a longtemps pensé que c'était possible... « ce qu'il se passe dans « un » pays peut faire tâche d'huile et devenir levier dans d'autres, on le voit avec les dernières manifs aux États-Unis. Or, il est plus facile de faire converger à partir de la mise en cause du système qu'à partir de particularités qui sont très ponctuelles et qui ne seront pas vécues de la même manière. On le voit bien dans la difficulté qu'ont les organisations syndicales, même au niveau européen, à faire des convergences avec d'autres pays ».

« Être sur l'alternative, paradoxalement, élargit le terrain et les rencontres possibles. » ●



Brutalisme

Achille Mbembe poursuit l'exploration de son intuition du « devenir-africain (africaine ?) du monde », cadastré et numérisé dans toutes ses dimensions par la frénésie quantitative du capital.

« Brutalisme » est le nom qu'il donne à la phase actuelle, caractérisée par l'étroite imbrication de plusieurs figures de la raison : raison économique et instrumentale, raison électronique et digitale et raison neurologique et biologique. Il repose sur l'absolue conviction selon laquelle il n'existe plus de distinction entre le vivant et les machines... Tout doit être calculé en quantité de matière et d'énergie.

Dans ces conditions, est-il possible de faire de notre Terre et de l'irréductible créativité du vivant non seulement des lieux de provocation intellectuelle, mais des concepts proprement politiques et des événements pour la pensée ?

Cet essai est une unique argumentation en faveur d'une nouvelle conscience planétaire, pour la refondation d'une communauté des humains en solidarité avec l'ensemble du vivant.

Publié en février de cette année, l'expérience-COVID n'en atténue pas l'intensité. Bien au contraire !

● FRED BOUVOLLE

Brutalisme, Achille MBEMBE, La Découverte, Février 2020, 240 pages.



Faites moi plaisir

Derrière ce titre intrigant, l'auteure laisse planer une incertaine interrogation : faut-il aimer ? Ou me laisser tranquille ?

Ce court ouvrage, une « novella » déroule le dialogue entre Quin, qui se confesse et Margot, sa meilleure amie. Une écriture agréable pour un sujet complexe et parfois lourd. Leurs doutes, leurs incertitudes, leurs hésitations, entre désirs et possibles livrent une narration ambiguë.

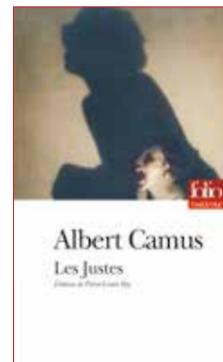
L'homme est d'un quotidien agréable, sympathique, original, vaguement charmeur... Ce professionnel réputé et reconnu est profondément amoureux de sa femme et chouchoute sa fille de 6 ans. Rigolo, taquin, généreux, cet homme curieux fait montre d'une empathie qui le pousse parfois à certains gestes « osés » envers les femmes, à titiller autant par provocation que par jeu, histoire d'éprouver sa mâle séduction.

On lira dans cette espèce de flirt un écho certain aux comportements que dénonce #MeToo. Juste un peu de lubricité ? Du cordial ? « Des histoires, rien que des histoires, tout ça. Personne n'est fait pour la vie, et c'est pour ça qu'on invente des histoires ».

Le licenciement de Quin sonnera la fin de cette séquence. Non sans lever les ambiguïtés d'un ouvrage qu'on lira avec la distance qu'imposent les zones grises du flirt et du « consentement », en ligne directe d'une actualité qu'on voudrait éradiquée.

● PATRICK VASSALLO

Faites moi plaisir, Mary Gaitskill, 2020, 108 pages, Éditions de l'Olivier.



Les Justes

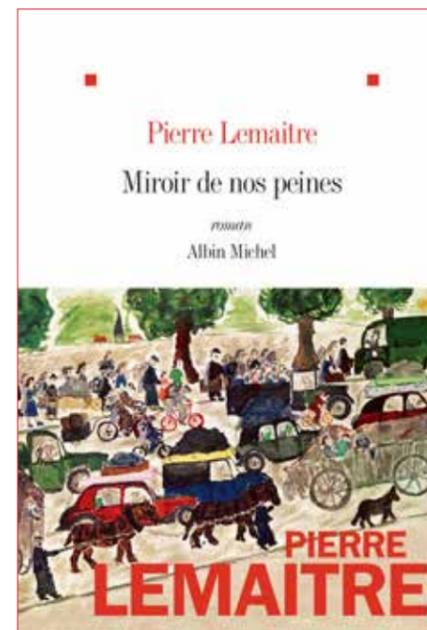
A Avignon, la scène représente le logement qui est une cache pour des terroristes révolutionnaires russes. On comprend qu'ils préparent un attentat pour libérer le peuple russe du despote : Le Grand-Duc Serge. C'est la reprise de souvenirs d'un déporté de Savinkov. Deux jours après un premier échec, Yanek lancera une bombe sur le Grand-Duc. Il sera arrêté. Il refusera de dénoncer ses compagnons pour obtenir sa grâce. Comme dans la Peste les personnages symbolisent des postures, face à la vie, au meurtre et à l'injustice. Yanek est la voie de Camus: il veut tuer, « j'ai lancé la bombe sur la tyrannie et pas sur un homme ». Il est poète et exalté: J'aime la beauté, le bonheur contre le despotisme, la révolution pour donner une chance à la vie ». Il fait la différence entre assassin et justicier : « si je suis tué; une vie donnée pour une vie ravie ». Avec Dora, ils sont pris entre l'amour et le devoir. Après l'arrestation de Yanek, Dora dit : « nous voilà condamnés à être plus grands que nous-mêmes, nous devons désirer qu'il meure... la Russie sera belle ». Des sentiments divers traversent les autres personnages : Stepan, dur et fanatique, Boria, le chef qui tient la thèse des limites chères à Camus pour qui tout n'est pas permis, ce que partage Dora : « même dans la destruction, il y a des limites ».

Voinof a peur et l'avoue. Il quitte le groupe ce qui entraîne un débat sur l'idée face à l'action; « dénoncer l'injustice ne suffit pas, il faut donner sa vie... un vrai révolutionnaire ne peut s'aimer ».

Bref, la pièce met en scène les réflexions de Camus dans l'Homme révolté.

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT

Les Justes, Albert Camus, Éditions Folio 160 pages.



Miroir de nos peines

Dernier livre d'une trilogie commencée avec Au revoir là haut, suivi de Couleurs de l'incendie, Miroirs de nos peines vient clore cette grande fresque romanesque et historique de l'entre-deux guerre avec l'épisode de la débâcle en juin 1940.

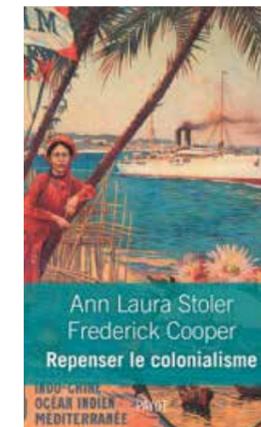
Pierre Lemaitre nous invite à suivre plusieurs personnages dont Louise qui se lance à la recherche d'un frère qu'elle n'a pas connu, Raoul et Gabriel deux soldats aux caractères bien différents, dont les destins seront liés par la force des événements, Fernand garde mobile cambrioleur et Désiré tour à tour avocat, responsable de la communication des armées, et prêtre...

C'est à travers ces personnages que nous voilà plongés en plein cœur de la débâcle militaire et de l'exode. Qu'ont-ils en commun ?

Au lecteur de le découvrir, au fil des aventures de chacun.e. Ce roman historique se dévore du début jusqu'à la fin.

● SYLVIE LARUE

Miroir de nos peines, Pierre Lemaitre, Éditions Albin Michel, Janvier 2020, 544 pages.



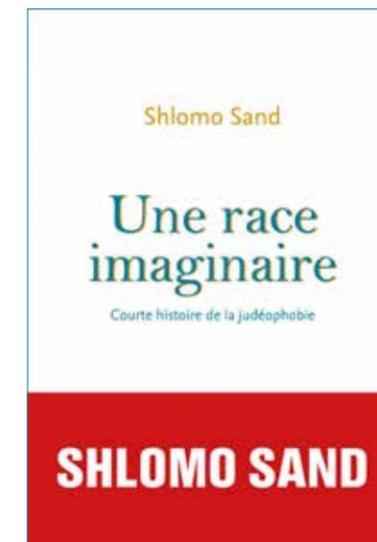
Repenser le colonialisme

Ce petit texte, s'efforce d'identifier les dynamiques coloniales en envisageant les empires coloniaux dans la durée, dans leurs relations mutuelles et dans leurs relations avec leurs composantes. Il constitue un programme ambitieux de renouvellement de la perspective des études historiques, notamment postcoloniales, sur la période coloniale, en croisant les points de vue des colonisateurs et des colonisés dans le cadre d'une histoire des empires attentive aux interactions réciproques des dominants et des dominés.

Repenser le colonialisme est, de page en page, une mise en appétit, qu'on en juge : « Dans quelle mesure les congrès internationaux associés aux expositions internationales et coloniales qui proliféraient en Europe à la fin du XIXe siècle ont-ils permis non seulement de construire et affirmer des notions communes de race et de civilité, mais aussi d'établir dans le même temps un lien entre la création d'une notion consensuelle d'Homo europeus et les sentiments profonds d'appartenance nationale ? Il est désormais largement admis que l'expansion impériale fut profondément impliquée dans la reconfiguration de la culture et de la science européenne survenue aux XIXe et XXe siècles ».

● CATHERINE DESTOM-BOTTIN

Ann Laura Stoler, Frederick Cooper, Repenser le colonialisme traduction de l'anglais (États-Unis) par Christian Jeanmougin, Éditions Payot, 176 pages.



Une race imaginaire

Shlomo Sand universitaire israélien vient de publier un nouveau livre pour tenter de mieux définir l'antisémitisme et l'antisio-nisme en revisitant l'histoire des rapports conflictuels entre les 3 religions monothéistes depuis 2000 ans. Partir du travail sur le sens des mots ouvre un éclairage intéressant. Par exemple il préfère le terme de judéophobie à celui d'antisémitisme car beaucoup de juifs ne sont pas sémites. L'auteur revisite un certain nombre de concepts comme celui de race, de racisme. Il montre avec beaucoup de pertinence que les juifs ne sont pas une race et que la notion de race est très discutable mais que les nazis se sont appuyés sur la haine ancestrale des juifs pour procéder à leur extermination. La haine de l'autre, de l'étranger étranger a aussi conduit le colonialisme européen à décimer des populations en grand nombre comme la France à Madagascar ou plus récemment les 800 000 tutsis assassinés au Rwanda. Il conclut son livre en se demandant si l'antisio-nisme est un nouvel antisémitisme ? Ma réponse sera : lisez ce livre ! Vous ne regretterez pas.

● DANIEL ROME

Une race imaginaire, courte histoire de la judéophobie, Shlomo Sand, Mars 2020, Éditions du Seuil 176 pages.

De l'art dans la vie

Il y a dans ces premiers jours de l'été 2020, un léger décalage au cœur de nos intimités. Parfois un livre, un passage de film, nous ramène à ce que nous venons de traverser (et que nous traversons encore...). Le simple fait que cette crise n'ait pas vraiment de fin (pour l'instant...) est le signe d'une transformation sociale profonde en cours.

La vie doit reprendre son cours et chacun invente à sa manière ses gestes barrières. Nous apprenons à maîtriser nos vies pour le meilleur et pour le pire. Car finalement, nos choix sont-ils toujours conscients ? Comme un engrenage huilé, nos existences prennent trop souvent l'allure d'une course folle et apprendre à peser le pour et le contre de nos décisions peut apparaître sans nul doute comme une voie d'émancipation, en "pleine conscience" diraient certains. Le risque est aussi de tout soupeser à la hauteur des risques multiples et quantifiés qui hantent nos vies modernes. Ne sommes-nous pas en train de devenir les exécutants zélés d'un ordre comptable où notre raison fonctionne comme un tableau d'épicier ? Où est la place pour le risque, l'imprévu, le poétique, l'amour ?

Les artistes, qui ne sont pas des êtres hors sol, vivant au-dessus ou à côté du réel, sont percutés par ces questions. Comme le reste de la société, ils "doivent" reprendre le travail. Alors répétitions, tournées, saisons reprennent. Seulement voilà, il y a ce léger décalage. Cette voix profonde, qui ne souhaitait pas d'un retour à l'anormal, qu'est-elle devenue ? Cette fièvre de la "croissance" à tout prix, cet engrenage qui pousse à créer un nouveau spectacle chaque année, ces milliers de kilomètres parcourus, ne font-ils pas eux aussi partie d'une spirale contemporaine qui nous mène à l'abîme ? Alors si bien entendu "la vie continue" nous constatons aussi que les métiers de la création ressemblent à leur époque. L'art n'est pas une formule magique qui change le plomb en or. La concurrence, la course au profit, la précarité, la logique consumériste : tout ceci traverse nos quotidiens. Enfin, si ici comme ailleurs le désir d'un "autre" monde d'après s'est exprimé durant le confinement, on ne bascule pas le réel avec des formules, on ne contourne pas la complexité avec de bonnes intentions.

S'offre aux artistes oeuvriers trois chantiers à ouvrir d'un même mouvement : Entrer en résonance avec le temps présent, se mêler au réel plus que jamais, ne pas être effrayé par la tâche, considérée longtemps comme secondaire, de participer au territoire, faire poésie de tout bois, faire slamer les jeunes, danser les mémés, se coltiner les affreux, les accueillir, les aimer...

Ne pas taire les mécanismes qui fragilisent la "culture", dénoncer les logiques de marchandisation, faire tomber les fétiches d'un art officiel (qui est toujours celui des dominants), rendre visible les invisibles, les "petits" qui sont des géants, qui œuvrent là où la poésie n'a pas sa place, qui n'ont pas peur de se fracasser au cœur des luttes du présent, itinérants, bateleurs de rues, conteurs de forêt, inventeurs de formes impensées, ceux et celles qui ne rentrent pas dans les cases et les labels.

Prendre le temps d'inventer des histoires, une langue nouvelle, une poésie de l'urgence, avoir des visées démesurées, offrir au temps qui vient des manifestes à vivre et à rêver, faire récit des peurs qui nous tétanisent, des basculements qui nous propulsent, poétiser comme d'autres boulangent, simplement être là et entraîner un mouvement, un art de vivre. ●

Laurent Eyraud-Chaume



© Antoine Agoudjian



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>